

LA PROTESTATION OUVRIERE

Les ouvriers de Nijni-Novgorod et le pouvoir soviétique pendant le Grand Tournant (1928-1932)

Jean-Paul Depretto
Université Toulouse Jean Jaurès

La période du premier plan quinquennal (1928-1932) est caractérisée par la mise en place du stalinisme. Selon les partisans de l'approche totalitaire, le régime soviétique était caractérisé par un Etat tout-puissant, dominant totalement une société atomisée : cette conception a été remise en cause par les historiens qui, dans les années 1980, ont reçu le nom de « révisionnistes ». Ma communication vise à montrer qu'en fait, la société soviétique était capable de protester, même si c'était d'une façon très spécifique, modelée par le régime.

Pour cela, je m'intéresserai aux grèves au cours de ces années marquées par une baisse drastique du niveau de vie. Ces grèves obéissaient avant tout à des motifs économiques et, à la fin du premier plan, il est permis de parler d'une véritable dépolitisation des ouvriers. J'ai choisi comme exemple Nijni-Novgorod (Gorki à partir de 1932), importante cité industrielle de Russie centrale, située à environ 400 kilomètres à l'est de Moscou, et connue pour son chantier naval (Sormovo) fondé en 1849 et son usine automobile (Molotov), en construction pendant la période étudiée. Notre information provient de deux centres d'archives de Nijni-Novgorod : les archives d'Etat (GANO) et les archives du parti communiste (GOPANO)¹. Pour les bolcheviks, dans un Etat ouvrier, le prolétariat ne saurait faire grève contre lui-même ; pourtant, l'Etat a tenu la statistique des grèves jusqu'en 1929 inclus ; à partir de 1930, il a été interdit d'en parler dans la presse. En pratique, c'est la police politique (OGPU) qui s'occupait de ce phénomène déplaisant : ses rapports constituent donc l'une de nos principales sources.

Les grèves

A une exception près, on ne trouve de grève que pour les années 1928 (13), 1929 (10-11) et 1930 (20-21). Ces chiffres sont imprécis à cause du caractère flou des sources. Pour compter les grèves, j'ai procédé comme suit : quand un arrêt de travail touche deux ateliers de la même usine, j'ai considéré qu'il s'agissait de deux grèves

¹ Par manque de place, nous ne donnerons pas, sauf exception, le détail des références

différentes. Ces mouvements n'affectent pas en général une usine entière. Très variable, le nombre de participants reste le plus souvent modeste : de 7 à 80 pour 1928 ; de 55 à 300 pour 1929 ; de 8 à 800 pour 1930.

Ces grèves sont toutes brèves, voire très brèves ; la plus longue dure cinq jours, la plus courte une demi-heure. Les revendications avancées ont un caractère exclusivement économique : les mots d'ordre politiques sont remarquablement absents : l'OGPU n'aurait pas manqué de signaler leur présence. Plus surprenant, on ne trouve nulle trace de militants trotskystes, même en 1928, alors que l'Opposition de Gauche était implantée dans certaines entreprises². Cela n'empêche pas que des commentaires politiques se fassent entendre, mais ils disparaissent après 1928.

La question du salaire est prioritaire : c'est l'unique revendication mentionnée dans deux grèves sur trois environ. Toutefois, il faut nuancer selon les années : en 1928-1929, le salaire constitue presque la seule préoccupation, mais en 1930 d'autres thèmes prennent le dessus : absence de vêtements de travail, rationnement alimentaire, distributions de tabac.

Les grèves avaient un coût élevé pour leurs participants : les sources dressent souvent la liste des "initiateurs" du mouvement et il ne fait guère de doute que ce soit à des fins punitives.

Un seul document détaillé concerne la répression: il s'agit d'une note de l'OGPU sur une instruction à charge contre quatre citoyens ayant dirigé une grève dans une fabrique de chaussures (1929) : celle-ci protestait contre la baisse des taux de salaire et la hausse des normes de production. Les quatre accusés ne sont pas traduits devant la justice ordinaire, mais devant un tribunal de l'OGPU et sont poursuivis pour activité contre-révolutionnaire (article 58-10 du Code criminel). On comprend que dans ces conditions, les ouvriers aient souvent préféré partir plutôt que de se mettre en grève : l'*exit* était moins coûteux que la *voice*, ce qui explique en partie l'ampleur du turnover dans ces années³.

Il existait en URSS des institutions officielles chargées de régler les conflits du travail : d'ordinaire, ces derniers étaient soumis à la Commission des taux et des conflits (RKK), où la direction de l'entreprise et le comité syndical d'usine étaient représentés

² Par exemple, à l'usine métallurgique "Serp i Molot" (Moscou), Kevin Murphy, "Opposition at the local Level : a Case Study of the Hammer and Sickle Factory" in *Europe-Asia Studies*, 53, 2, 2001, p. 344, 346.

³ Sur l'alternative entre *exit* et *voice*, cf. Albert Hirschman, *Vers une économie politique élargie*, Paris, Les Ed. de Minuit, 1986, Ch. 3.

sur un pied d'égalité. Une partie des grèves que nous étudions a été précédée du dépôt par les ouvriers de déclarations individuelles ou collectives exposant les revendications, salariales le plus souvent : en principe, le conflit pouvait être réglé à ce stade, sans recours à un arrêt de travail. Il pouvait même l'être, semble-t-il, sans passer par la RKK. Les délais d'examen des déclarations par la RKK étaient longs : ainsi à Sormovo (1928), où l'humeur des ouvriers était "tendue". Mais, quand les déclarations étaient examinées, la RKK gardait le pouvoir de dire non aux exigences ouvrières ; même le recours à la grève ne permettait pas forcément aux ouvriers d'imposer une modification des résolutions de la RKK dans un sens plus favorable à leurs intérêts. Enfin, il faut ajouter que la RKK ne parvenait pas toujours à un accord avec le comité syndical.

Ce que nous venons de dire jette quelque doute sur l'efficacité des RKK, mais j'ai insisté un peu sur leur rôle pour montrer qu'il ne faut pas confondre "conflits du travail" et "grèves". Les premiers étaient beaucoup plus nombreux que les seconds, ainsi qu'en témoigne un rapport de 1929, conservé dans les Archives de Smolensk, concernant la Région Ouest⁴. La procédure de traitement des conflits via les RKK a probablement contribué à éviter des grèves.

Il existe peu de données sur le déroulement des ces dernières et sur les comportements des grévistes ; on ne peut mener d'étude statistique de l'issue de ces mouvements : victoire, défaite ou compromis. Dans trois cas au moins, le travail a repris sans que les revendications aient été satisfaites ; il en va de même lorsque les grévistes ont été remplacés par d'autres travailleurs. A l'inverse, il y a quelques cas de victoire. Mais le plus souvent, il est impossible de savoir ce que les grévistes ont obtenu (ou non), car il est indiqué qu'ils ont repris le travail sous condition, ou après avoir obtenu telle promesse, mais le destin ultérieur de ces conditions et de ces promesses est en général inconnu.

Quelle était la physionomie des grévistes ? En 1928, neuf grèves sur treize ont lieu à "Sormovo" : dans six cas, on note la participation de métallurgistes, en général des ouvriers qualifiés. En 1929, au contraire, aucun mouvement n'a lieu dans la métallurgie : c'est le bâtiment qui vient en tête, suivi par les briqueteries. En 1930, enfin, les débardeurs participent à dix arrêts de travail au moins ; les métallurgistes se situent à la 2^e place, avec trois grèves. Assez souvent, les grévistes appartiennent à un artel : c'est le cas pour quatre grèves en 1928, cinq en 1929 et cinq en 1930. Cette

⁴ M. Fainsod, *Smolensk à l'heure de Staline*, Paris, Fayard, 1967, p. 350-351.

communauté de travail ou de vie assurait des liens forts entre ses membres et favorisait la solidarité dans l'action: c'est par artels entiers qu'en 1930 les ouvriers quittent l'entreprise "Nijkapstroï" à cause des salaires insuffisants et des mauvaises conditions de logement. Les « anciens » des artels sont parfois accusés d'être à l'initiative du mécontentement.

Une partie au moins de ces grévistes était constituée d'ouvriers originaires de la campagne : c'est le cas notamment dans le bâtiment. Les bûcherons, les débardeurs, les charretiers, les scieurs de long et les saisonniers des briqueteries étaient probablement enfants de paysans, voire cultivateurs une partie de l'année. Cette communauté d'origine constituait un indéniable facteur de solidarité, surtout quand elle s'accompagnait d'une communauté de résidence.

Par leur profil social, ces grévistes liés à la terre étaient fort différents des métallurgistes de Sormovo, qui étaient en majorité des « prolétaires héréditaires », ayant une forte ancienneté⁵ :

Ancienneté : avant 1917		Occupation du père : ouvrier	
1929	50,6%	1932-33	60%

16 grèves ont eu lieu dans cette entreprise : 9 en 1928, 2 en 1929 et 5 en 1930.

Voyons ce qu'il en est des mouvements de 1928. Au printemps 1927 fut lancée une vigoureuse campagne pour la "rationalisation de la production". La résolution du Comité central sur cette question (24 mars), qui expose la politique officielle en la matière, met en accusation la rationalisation, telle qu'elle se pratique en Occident : à cette "rationalisation capitaliste", les dirigeants bolcheviques opposent la "rationalisation socialiste", phénomène progressiste. En pratique, le texte reconnaît que l'intensité du travail devra augmenter. Cela implique le licenciement de la main-d'œuvre, non qualifiée en particulier, qui se trouvera en excédent.

En même temps était menée une réforme des salaires qui visait à diminuer les écarts entre ouvriers qualifiés et non qualifiés⁶. Les directeurs d'usine furent soumis à

⁵ *Profsoiuznaia perepis, 1932-1933*, fasc. 1 (Goltsman M.T. и Kogan L.M.), Moscou, Profizdat, 1934, p. 12 et 108.

⁶ *Piterskie rabochie i "diktatura proletariat" Oktiabr' 1917-1929*, Saint-Pétersbourg, 2000, p. 383 et 386-387.

une pression accrue du pouvoir pour accroître à la fois la production et la productivité⁷. Les résultats ne se firent pas attendre : au cours de l'année économique 1927/1928, la productivité augmenta plus vite que les salaires⁸. Mais cette réussite se solda par des tensions dans les usines, allant parfois jusqu'à des grèves.

Nous disposons de cinq documents sur les arrêts de travail de 1928 à Sormovo, dont quatre émanant de l'OGPU. Le mécontentement est né de la réforme des salaires, qui a entraîné le plus souvent une baisse d'échelon et de taux, ainsi qu'une hausse des normes de production. L'effervescence a touché principalement les ateliers de mécanique, où la diminution des taux a été presque générale. La police politique dénonce la responsabilité de certains responsables de la fixation des normes et des taux, qui par leur comportement irritent et indignent les ouvriers. De fait, les ouvriers regrettent le temps où le contremaître, et non le Bureau des normes techniques, décidait des taux et des travaux. Sans nier les responsabilités des normeurs, il me semble qu'elles doivent être replacées dans un cadre plus large : la politique officielle visant à augmenter la productivité du travail impliquait que les ouvriers travaillent plus vite, et donc que pièces, outils et dessins leur soient livrés à temps ; or, à cause du désordre qui régnait dans les usines soviétiques, ce n'était pas le cas et les ouvriers perdaient un temps précieux, non rémunéré, à se les procurer. Cette journée de travail "poreuse" se traduisait par une baisse du salaire⁹. De ce point de vue, le recul du rôle du contremaître au profit de divers bureaux chargés de la rationalisation a aggravé la situation. Le lecteur trouvera en annexe (tableau 1) le détail des neuf grèves de Sormovo en 1928. Ces arrêts de travail ont tous des motifs économiques : sous une forme ou une autre, c'est toujours le niveau du salaire qui est en cause. Les participants sont en général des ouvriers qualifiés, qui entendent que leur travail soit rémunéré à son juste prix.

C'est sur la corporation des tourneurs que nos sources nous renseignent le mieux : l'OGPU s'inquiétait du danger de contagion de cette grève, qui menacerait la réforme des salaires. En fait, la direction considérait que les ouvriers voulaient le retour à l'ancienne grille de rémunération ; elle entendait au contraire s'en tenir à la nouvelle convention collective.

⁷ Cf. David R. Shearer, "The language and politics of socialist rationalization. Productivity, industrial relations, and the social origins of Stalinism at the end of the NEP", *Cahiers du monde russe et soviétique*, oct. déc. 1991, p. 592.

⁸ E. H. Carr, R. W. Davies, *Foundations of a planned economy, 1926-1929*, vol. one-II, MacMillan, 1969, p. 507.

⁹ *Ibid.*, d. 5730, l. 11-12.

A la suite de la grève, il avait été promis aux tourneurs d'augmenter les taux pour 36 pièces ; au 1^{er} août cette promesse n'avait toujours pas été tenue. Mais ce que redoutait l'OGPU – “ une liaison entre ateliers – parlant d'une seule voix ” – ne s'est pas produit : Sormovo n'a connu aucune grève générale. Sans doute rencontrons-nous ici la réalité de la *tsekhozhchina*¹⁰ : “ Chaque atelier était un monde en lui-même, qui se différenciait fortement des autres ateliers. ”

Au 1^{er} janvier 1928, Sormovo employait 18 274 personnes, dont 15 076 ouvriers : cette entreprise géante regroupait en fait plusieurs usines et n'était qu'une abstraction pour l'ouvrier : ce qui comptait à ses yeux, c'était la réalité de l'atelier.

Dans un contexte où la répression se renforce, la grève implique des dangers potentiels majeurs pour ceux qui décident de s'y engager : elle n'est qu'un instrument ultime. Les ouvriers privilégièrent donc souvent des formes de protestation moins risquées, comme l'absentéisme ou le turnover. J'ai néanmoins mis au jour une quarantaine de grèves, qui n'ont jamais été mentionnées dans la littérature historique et présentent des points communs avec celles des années 1923-1927, étudiées au niveau national par A. Andreev, L. Borodkin et Ju. Kirianov¹¹ : brève durée, cause principalement économiques (avant tout les salaires), fréquence des arrêts de travail chez les débardeurs. Les menaces contre les personnes semblent avoir été relativement rares. Enfin, les femmes sont clairement majoritaires parmi les grévistes dans un seul cas. Mais le trait le plus frappant de tous ces mouvements de 1928-1930, c'est l'absence de mots d'ordre politiques. Cela n'empêche pas des opinions politiques individuelles de s'exprimer.

Vers la dépolitisation

L'étude des grèves de 1928-1930, à caractère avant tout économique, ne permet pas vraiment d'analyser les attitudes ouvrières à l'égard du régime soviétique. Dès que l'historien tente d'aborder ce sujet, il se heurte à des obstacles liés à la nature des sources, surtout après 1930 : souvent, le document fait écran à la réalité historique, plus qu'il n'aide à y accéder. Ainsi, une synthèse du 13 janvier 1932 souligne les succès de la campagne contre Noël à l'usine automobile et à Sormovo, mais nous apprend peu de

¹⁰ Chris Ward, in L. H. Siegelbaum, R. G. Suny, *Making Workers Soviet. Power, Class and Identity*, Cornell UP, 1994, p. 205.

¹¹ A. Andreev, L. Borodkin et Ju. Kirjanov, “ Les conflits du travail en Russie soviétique pendant le “communisme de guerre” et la N.E.P. ” in J. P. Depretto éd., *Pouvoirs et société en Union Soviétique*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2002, p. 48-49, 53, 58-59, 61-62.

chooses sur l'état des mentalités : le fait de venir travailler au moment de Noël n'impliquait pas forcément d'avoir été converti par l'athéisme officiel. Il pouvait s'agir simplement d'un acte de conformisme, tant la pression antireligieuse était forte. En avril 1937, un compte rendu du département de la propagande du comité de Parti de la région de Gorki soulignait les limites des succès obtenus dans la lutte contre la religion.

Autre exemple de ce phénomène d'écran : les textes concernant la vie interne du parti communiste nous informent plus sur le mode de fonctionnement de ce dernier que sur les opinions de ses adhérents. Le phénomène d'écran disparaît quand l'historien a la chance de trouver dans les archives un tract ou une affiche émanant de la population, mais il se trouve alors confronté à d'autres difficultés : en général, nous ignorons tout du ou des auteurs de ces textes, ainsi que de la façon dont ils ont été accueillis par le simple citoyen.

Le magnifique tract intitulé “ La fête de la liberté ou de l'esclavage ”, distribué à la veille du 1^{er} mai 1928, montre que les idéaux anarcho-syndicalistes n'avaient pas disparu, mais nous n'avons aucun moyen de mesurer l'écho de cet appel dans la société ; la même remarque vaut pour une affiche incendiaire, incitant ouvriers et paysans à se révolter, ou pour un tract anticomuniste virulent découvert à l'usine №80 (Dzerjinsk).

Pour comprendre les attitudes ouvrières à l'égard du régime soviétique, il faut se souvenir qu'il était dangereux d'émettre des opinions critiques : ce fait est souligné aussi bien par les communistes que par les sans-parti.

Les dangers encourus, et la crainte que les critiques ne soient pas écoutées, expliquent que les ouvriers aient eu tendance à renoncer à participer activement à la vie des organisations officielles – syndicat, parti ; cette prise de distance vis-à-vis des organisations officielles ne s'est pas opérée en un jour.

La défaite de l'Opposition de gauche a constitué une étape majeure dans l'élimination des possibilités de débat politique¹². Ses conséquences apparurent avec clarté quand Staline s'en prit à la « droite » : jamais Boukharine n'entreprit de résister ouvertement à Staline comme l'avait fait Trotsky. Les désaccords entre Staline et Boukharine n'étaient pas toujours compris par les communistes de base¹³, mais des critiques du “ virage à gauche ” pris au début de 1928 se faisaient entendre dans les

¹² Cf. K. Murphy “Opposition at the local Level : a Case Study of the Hammer and Sickle Factory”, *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n°2, 2001, p. 343.

¹³ *Obshchestvo i vlast, op. cit.*, p. 603-604, 606.

cellules d'usine. Pour les autorités, ces critiques étaient inadmissibles, mais elles exprimaient seulement des opinions individuelles : il n'était pas question de s'organiser comme les "trotskystes" ; de ce point de vue, la solidarité entre ouvriers, si limitée fût-elle dans le cadre de l'Opposition de gauche, a reculé.

En 1930, des ouvriers tenaient des propos désabusés¹⁴ : "Peu importe qui tu élis au soviet, il n'y aura qu'une tendance. Les soviets maintenant, c'est comme s'ils n'existaient pas. Nous connaissons le pouvoir seulement sous la forme du parti et du syndicat, et encore des coopératives, qui ne nous rassasient pas. Mais les soviets, nous ne les voyons nulle part. Ce n'est qu'une formalité vide."

Dans les syndicats, en 1929, la passivité coexistait avec la combativité : ainsi, à Dzerjinsk, lors d'élections, une partie des candidats recommandés par la cellule n'a pas été retenue ; des épisodes comparables ont eu lieu à Sormovo. La majorité des ouvriers de cette usine a accepté de voter pour la fermeture de l'église, mais dans six ateliers cette proposition a été repoussée ; en outre, dans deux ateliers, une écrasante majorité a refusé de travailler à Pâques.

Ces comportements n'impliquent pas forcément une foi ardente ou un attachement à l'Eglise orthodoxe : il peut aussi bien s'agir de défendre le mode de vie traditionnel contre des innovations jugées malvenues, surtout quand elles portent atteinte au droit au repos.

Il semble toutefois qu'il ne faille pas exagérer l'ampleur de l'opposition active au travail les jours de fêtes religieuses : une information de l'OGPU (12 janvier 1930) indique en effet que les 7 et 8 janvier (Noël ancien style), l'absentéïsme dans les entreprises de la région a été peu important.

Les autorités ont réussi à mobiliser une partie de la jeunesse pour des "manifestations antireligieuses massives". Il est toutefois permis de s'interroger sur la façon dont était comprise la propagande antireligieuse, puisque lors d'une soirée contre Noël dans un club ouvrier, une adhérente du Komsomol répond à la question "le Christ a-t-il vécu ?" :

"Il a vécu et il a lutté aussi, comme les communistes"¹⁵.

Au total, il apparaît qu'en 1931, le régime est parvenu à imposer le travail les jours de fêtes religieuses (Noël, Pâques) à Sormovo et sur le chantier de l'usine

¹⁴ GOPANO, f. 35, op. 1, d. 988, l. 83.

¹⁵ GANO, f. 2626, op. 4, d. 22, l. 18-19.

automobile¹⁶ : l'absentéisme est tombé à un niveau comparable à celui des jours ordinaires. Comme je l'ai déjà souligné, ces comportements conformes aux desiderata des autorités ne doivent pas conduire à conclure hâtivement que les mentalités ont été transformées en profondeur.

Les bolcheviks ont réussi à obtenir le respect au moins extérieur des normes de conduite officielles : de ce point de vue, la comparaison du 1^{er} mai 1929 et du 1^{er} mai 1930 est révélatrice. En 1929, dans le défilé, le mécontentement ouvrier s'exprime ouvertement, parfois sous une forme humoristique. Dans la nuit du 27 au 28 avril 1930, l'OGPU a arrêté 41 personnes “ afin d'assurer un déroulement normal de la journée internationale du 1^{er} mai ”. Sans doute les autorités voulaient-elles éviter la répétition du 1^{er} mai précédent. De fait, le 1^{er} mai 1930 a été présenté comme un succès, le nombre de participants aux manifestations ayant été beaucoup plus élevé que les années précédentes. La question est de savoir quelle est la signification de ce succès : je serais tenté d'y voir non la preuve d'un enthousiasme accru pour le régime, mais plutôt une manifestation de conformisme.

Il est certain qu'à la fin du premier plan, le désintérêt pour les organisations officielles était grand, comme en témoignent les questions posées en octobre 1932, à l'occasion d'une « journée politique », par les ouvriers de l'usine de locomotives (Sormovo) : quatre seulement ont trait au parti communiste, deux au syndicat, une seule au Komsomol, alors que l'approvisionnement fait l'objet de 87 questions ! Ces questions sont autant de plaintes, où revient le thème de la faim ; dans ce contexte, les ouvriers sont particulièrement préoccupés par le sort de leurs enfants. Les priviléges du personnel administratif et technique, ainsi que des cadres dirigeants du Parti, en matière d'approvisionnement sont mis en cause.

Mais la situation est complexe, car le système de rationnement et la pénurie divisent aussi les ouvriers.

Au total, ce qui frappe dans ces questions posées en octobre 1932 par les ouvriers, c'est une forte tendance à la dépolitisation : les interrogations portent sur des aspects de la vie quotidienne plutôt que sur les grandes orientations politiques. Il est significatif que les neuf questions qualifiées de “ soviétiques ” ne mentionnent même pas le mot “ soviet ”, mais concernent le logement, le combustible, l'absence de cinéma dans une cité ouvrière. La politique est davantage présente dans les 63 questions

¹⁶ GOPANO, f. 2, op. 1, d. 1036, l. 16, 18 et 40.

présentées comme relevant de la politique générale ; encore est-ce parfois sous une forme abstraite : rôle de l'Etat, signification du marxisme, racines de la religion.

Toute alternative à la politique officielle a disparu ; l'idée d'opposition ou de " déviation " renvoie au passé.

Le parti bolchevique a lui aussi été touché par ce processus de dépolitisation, comme en témoigne une réunion du comité du district de Sormovo (8 septembre 1932). Deux communistes se défendent d'avoir constitué un " groupement " à l'intérieur du parti ; ils sont accusés d'avoir " critiqué " et ont effectivement critiqué la situation dans l'atelier. Cela a suffi pour que soit agité l'épouvantail du " groupement "¹⁷, mais il est significatif qu'aucun contenu idéologique ou politique ne soit attribué à ce « groupement » : ce qui est condamné, c'est une initiative d'en bas. La dépolitisation est tout aussi frappante dans un " dossier spécial " (le plus haut niveau de secret) consacré à l'examen de la situation à l'usine de guerre n°80 (Dzerjinsk). Visiblement, elle est considérée comme inquiétante. Il est question " d'humeurs mauvaises " parmi les communistes ; le taux de fréquentation des réunions du parti se situait entre 32% et 42%. L'historien peut en conclure à une désaffection certaine et à un vif mécontentement. Or, les opinions de ces communistes ne sont jamais citées ni analysées ; l'accent est mis exclusivement sur le " renforcement de la discipline socialiste ", c'est-à-dire en pratique sur la conformité extérieure des comportements aux exigences du pouvoir.

En 1932 (et peut-être avant cette date), dans ce pays où la propagande politique était omniprésente, la domination totalitaire a paradoxalement abouti à la destruction de la politique¹⁸, dans la mesure où elle a enlevé aux hommes la liberté d'agir de concert.

Conclusion

Je serais assez tenté de conclure avec J. J. Rossman¹⁹ : " l'enthousiasme ouvrier était l'exception plutôt que la règle dans les années suivant la montée du dictateur au pouvoir ". Mais je serai prudent : je me suis en effet beaucoup appuyé sur les synthèses de l'OGPU, ce qui risque d'introduire des biais dans ma perception de la réalité. S. V.

¹⁷ A. Blum et M. Mespoulet remarquent à juste titre : " Toute relation individuelle qui puisse faire naître des liens de solidarité, et donc d'opposition, porte à la suspicion ", *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003, p. 177.

¹⁸ Sur ce thème développé par H. Arendt, cf. C. Lefort, *Essais sur la politique XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, Points, 2001, p. 68-70.

¹⁹ J. J. Rossman, " The Teikovo Cotton Workers' Strike of April 1932 : Class, Gender and Identity Politics in Stalin's Russia ", *The Russian Review*, janvier 1997, p. 69.

Zhuravlev a très clairement exposé le danger encouru²⁰ : la police politique, pour justifier son activité, met l'accent sur les « phénomènes négatifs » qui menacent le pouvoir. Ainsi, à Leningrad, on ne trouve pratiquement pas d'exemples d'opinions favorables au régime dans les documents de la police secrète²¹.

Ce constat signifie que mon exposé accorde sans doute trop peu de place aux soutiens du régime : malheureusement, il est impossible de mesurer avec précision l'ampleur de ce biais.

Autre remarque : les femmes apparaissent trop peu dans ma description du monde ouvrier, sans doute parce qu'elles ont laissé dans les archives des traces modestes. En raison de leurs charges domestiques, elles n'entretenaient pas les mêmes rapports que les hommes avec le travail et la vie de l'usine. Creuser cette question modifierait notre regard sur le monde des prolétaires.

Pour comprendre les attitudes ouvrières à l'égard du régime, il faut partir d'un fait fondamental²² : le poids des préoccupations liées à la survie quotidienne. Les travailleurs vivaient dans “l'arène du quotidien”²³, à distance de l'Etat central : leurs perspectives étaient surtout locales ; peut-être la notion de *Eigen-Sinn* est-elle pertinente ici²⁴, si l'on entend par ce terme désigner l'autonomie ouvrière. Sans doute n'existe-t-il pas en URSS d'opinion publique au sens où l'on entend ce terme dans un Etat démocratique, mais les prolétaires avaient leur propre *monde d'opinions* (E.Zubkova) : ils n'étaient réceptifs aux campagnes officielles que dans la mesure où leur contenu recoupait leur propre expérience. Les relations entre les travailleurs manuels et le personnel administratif et technique constituent de ce point de vue un bon exemple. Leurs rapports étaient tendus dans la plupart des usines. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les ouvriers aient cru aux accusations de « sabotage » visant les ingénieurs et aient même pu réclamer des peines plus sévères.

Il est donc permis d'affirmer que la majorité des ouvriers a soutenu Staline quand celui-ci a fait des cadres les boucs émissaires des difficultés économiques. W. Chase a raison de souligner l'important soutien ouvrier aux campagnes de persécution

²⁰ S.V. Zhuravlev, “Réflexions sur un thème donné”, *Otechestvennaia Istoriia*, 2003, 1, p. 140.

²¹ L. A. Rimmel, “*Svodki* and popular opinion in Stalinist Leningrad”, *Cahiers du monde russe*, vol. 40/1-2, janvier-juin 1999, p. 218 et 229.

²² S. Fitzpatrick, *Everyday Stalinism. Ordinary Life in Extraordinary Times : Soviet Russia in the 1930s*, Oxford UP, 1999, p. 40-50, 59, 65-66 et 227.

²³ A. Lüdtke, *Des Ouvriers dans l'Allemagne du XX^e siècle. Le quotidien des dictatures*, Paris, l'Harmattan, 2000, p. 271-272.

²⁴ *Ibid.*, p. 25, 46, 48-50, 52-54, 56, 61-62, 137, 172-174, 177, 183-186, 305.

des spécialistes, mais il a tort d'affirmer que le parti bolchevique et les prolétaires ont reconstitué la “vieille alliance de 1917-1918”²⁵. En effet, ces derniers n'apprivaient pas forcément les autres aspects de la politique officielle : par exemple, aucun document ne confirme le durcissement à l'égard des paysans que W. Chase croit pouvoir déceler chez les ouvriers²⁶. En 1929, ce sont plutôt des vues favorables à la “déviation de droite” qui s'expriment.

V. Brovkin est donc fondé à critiquer W. Chase²⁷, mais peut-on pour autant ramener toutes les réactions ouvrières à la politique bolchevique à de la “résistance”? Il me semble que c'est attribuer aux protestations des prolétaires un sens politique global que leurs acteurs ne leur donnaient pas forcément : lors des grèves de Nijni-Novgorod en 1928-1930, les mots d'ordre politiques sont remarquablement absents. La polémique entre V. Brovkin et les historiens qualifiés de “révisionnistes” a pour objet de savoir si la prétendue “classe dirigeante” soutenait les bolcheviks ou s'y opposait : cette alternative trop simple ignore la diversité des comportements individuels et collectifs, qui présentaient une vaste gamme de nuances. C'est une vue unilatérale que de mettre l'accent uniquement sur la résistance²⁸ ou, au contraire, sur le soutien. En fait, l'engagement en faveur des autorités, la conformité extérieure à l'idéologie et aux rites, le mécontentement et la protestation coexistaient de façon complexe, interdisant à l'historien toute affirmation hâtive.

Annexe tableau 1
Détail des neuf grèves de Sormovo en 1928²⁹

	Durée	Nombre de participants
mortaiseurs	5 jours	7
tourneurs	2 heures	18
ouvriers de l'atelier d'ébarbage	45 mn	10
ébarbeurs	1 journée maximum	55
ajusteurs	2 heures	20

²⁵ W. Chase, *Workers, Society and the Soviet State. Labor and Life in Moscow, 1918-1929*, Illinois UP, 1987, p. 297, 299, 303.

²⁶ W. Chase, “L'irréalisable smyčka”, *Revue des études slaves*, 64, 1/1992, p. 71.

²⁷ V. Brovkin, *Russia after Lenin. Politics, Culture and Society, 1921-1929*, London-New York, Routledge, 1998, p. 188-189, 217.

²⁸ J. J. Rossman, *art. cité*, p. 69 ; L. Viola, “Popular Resistance in the Stalinist 1930s : Soliloquy of a Devil's Advocate”, *Kritika*, 1/1, Hiver 2000, p. 49-50, 59, 62.

²⁹ GOPANO, f.1, op.1, d. 5710, l. 4 et 2 ; d. 5730, l. 41 et 35-37.

charpentiers	?	26 (artel)
charpentiers	?	partie d'un artel
Monteurs de structure en fer, chaudronniers et riveteurs	3 jours	56 le 1 ^{er} jour, puis 37
peintres	1 journée maximum	50 (artel)